



MAIRIE DE LES-ARCS-SUR-ARGENS

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal Du 21 février 2022

Délibération n° 22.01.22 - Modification de la charte de télétravail

L'an deux mille vingt-deux le vingt-et-un février à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, sous la présidence de Mme Nathalie GONZALES, Maire.

Date de la convocation : mardi 15 février 2022

Présents : Nathalie GONZALES, Olivier POMMERET, Christine CHALOT-FOURNET, Frédéric LAMAT, Marie-pierre CHARLES, Christelle VIRQUIN, Elisabeth SORET, Sophie BONNAUD, Philippe COTTE, Christophe MELET, Laurent BONZI, Emilie GROSSI-WAGNER, Bouchra EDDADSI BARQANE, Pierre KESTEMONT, Nicolas DATCHY, Nadia ZEGRE, Julien DURANDO

Procurations : CHAVERNAS Christophe a donné pouvoir à ZEGRE Nadia, FAURE Christophe a donné pouvoir à LAMAT Frédéric, FORTERRE-ROL Cindy a donné pouvoir à EDDADSI BARQANE Bouchra, ROLFI David a donné pouvoir à BONNAUD Sophie, CHEVALAZ Didier a donné pouvoir à GROSSI-WAGNER Emilie, LEQUENNE Fabienne a donné pouvoir à DURANDO Julien, GRANDVARLET Floris a donné pouvoir à POMMERET Olivier, DIBO Geneviève a donné pouvoir à VIRQUIN Christelle, DOMERGUE Léo a donné pouvoir à SORET Elisabeth, CHALOPIN Nathalie a donné pouvoir à CHARLES Marie-pierre, DE GRENDÉL Sonia a donné pouvoir à CHALOT-FOURNET Christine, HUDDLESTONE Stéphane a donné pouvoir à GONZALES Nathalie

Nombre de conseillers				
En exercice	Présents	Absent	Procurations	Votants
29	17	0	12	29

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu le décret n°2021-1725 du 21 décembre 2021 modifiant les conditions de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu l'avis du comité technique en date du 02 juin 2021 portant notamment sur l'instauration du télétravail et l'adoption de la charte de télétravail ;

Vu la délibération n°21.03.75 du conseil municipal du 28 juin 2021 portant sur la charte de télétravail ;

Vu l'avis du comité technique du 04 février 2022 portant sur les modifications de la charte de télétravail ;

Considérant que des modifications doivent être apportées à la charte de télétravail en application du décret n°2021-1725 ;

La charte de télétravail adoptée le 28 juin 2021 doit être modifiée en intégrant les points suivants :

En termes de position d'agent en situation particulière, à la demande des agents, il peut être dérogé pour six mois maximum aux seuils et période de référence au profit des agents dont l'état de santé ou le handicap le justifie après avis du médecin de prévention ou du médecin du travail. Cette dérogation est renouvelable une fois par période d'autorisation de télétravail cela après avis du médecin du travail.

Aussi, vu le décret du 21 décembre 2021 apportant des modifications de mise en œuvre du télétravail :

- Les femmes enceintes peuvent avoir recours à cette dérogation ;
- À la demande des agents éligibles au « congé de proche aidant » prévu à l'article L 3142-16 du Code du Travail, pour une durée de 3 mois maximum, renouvelable ;
- Lorsqu'une autorisation temporaire de télétravail a été demandée et accordée en raison d'une situation exceptionnelle perturbant l'accès au service ou le travail sur le site.

D'autre part les apprentis et stagiaires ne sont pas exclus du télétravail, mais doivent être particulièrement accompagnés lorsque leurs missions s'exercent en partie dans ce cadre.

En termes de santé et de sécurité au travail, la démarche d'amélioration de la qualité de vie et de la qualité des conditions de travail est une démarche continue, qui, dans un objectif de renforcement de l'efficacité de l'organisation et des conditions de travail s'appuie sur le dialogue professionnel, le dialogue social et la participation des agents.

En termes d'équilibre vie privée/vie professionnelle, un droit à la déconnexion existe pour l'agent télétravaillant. Le télétravail, en ce qu'il s'appuie davantage sur l'usage des outils numériques, nécessite de définir et de garantir l'effectivité du droit à la déconnexion. C'est le droit pour tout agent de ne pas être connecté à un outil numérique professionnel en dehors de son temps de travail, dans l'objectif du respect des temps de repos et congés, ainsi que de la vie personnelle de l'agent.

Le télétravail appelle à une vigilance particulière des encadrants et des agents sur le risque accentué de dépassement des durées de travail et sur les phénomènes d'isolement.

En termes de sécurité et de confidentialité, la réglementation veut que le niveau de sécurité et de confidentialité des données personnelles traitées soit le même, quel que soit l'équipement utilisé et le lieu de travail.

En termes de versement des indemnités liées au coût du télétravail, pour les agents bénéficiant d'une formule de télétravail à jour fixe, à savoir de 0,5 à 1 jour fixe de télétravail hebdomadaire, l'indemnité pourra être versée de façon périodique (semestrielle ou annuelle) directement sur le bulletin de salaire.

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'approuver la nouvelle version de la charte de télétravail annexée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

Le Maire,



Nathalie GONZALES